

MÉMOIRE
AU ROI,
POUR LE COMMERCE
DE LA VILLE DE PARIS.

SIRE,

LA Convocation que VOTRE MAJESTÉ a ſolemnellement annoncée des Etats-Généraux de votre Royaume, les Arrêts que vous avez déjà rendus dans votre Conſeil pour la préparer, les diſpoſitions ſi paternelles que vous avez manifeſtées dans ces Arrêts, cette généreuſe invitation que vous y adreſſez à la raiſon publique, pour lui demander ſes lumieres; ce concours unanime de délibérations que vous ſollicitez même de tous vos Sujets; enfin cette eſpece d'inquiétude ſi noble tout-à-la-fois & ſi touchante qui paroît agiter vos penſées ſur la forme rigoureuſement conſtitutionnelle que VOTRE MAJESTÉ veut elle-même imprimer à la plus auguſte comme à la plus

importante des Aſſemblées, tout ſemble ſe réunir pour faire un devoir à tous les Corps de la Nation ſi fidèle qui vous eſt ſoumiſe; d'apporter aux pieds de votre Trône leurs réclamations reſpectueuſes ou même leur ſimple opinion ſur ce grand deſſein que VOTRE MAJESTÉ a conçu, & dont l'exécution va immortaliſer à jamais ſa gloire.

Parmi ces Corps, SIRE, il en eſt un qui, diſtingué aujourd'hui par les efforts, & il oſe même dire par les ſuccès de la plus active induſtrie, n'aſpire qu'à conſacrer à VOTRE MAJESTÉ, dans une circonſtance ſi mémorable, les tributs du zele reconnoiſſant qu'il doit à votre protection & à vos bienfaits, c'eſt le Commerce de votre Capitale.

Ce n'eſt plus le temps, SIRE, graces aux lumieres actuelles, où l'on ignoroit en France, nous ne dirons pas ſeulement les avantages politiques, mais juſqu'aux élémens & à la langue même du Commerce; où tout le Commerce de la Nation étoit borné à des échanges intérieurs ſur les denrées de premiere néceſſité; où aucune communication avec les Nations étrangeres ne lui étoit encore ouverte; où aucun objet de luxe n'étoit ni travaillé par les arts, ni même connu; où les arts eux-mêmes n'exiſtoient ſeulement pas.

Le Commerce a pris enfin l'agrandiſſement qui lui appartenoit en quelque ſorte par ſa nature; ſon influence ſur la proſpérité publique s'eſt fait ſentir à tous les Gouvernemens à-la-fois. Il eſt devenu, pour ainſi dire, tout-à-coup un des plus grands reſſorts de la puiſſance politique des Etats; l'opinion générale l'a elle-même apprécié comme il devoit l'être; elle l'a fait entrer dans la balance de tous les peuples de l'Europe; elle l'a rendu preſque le ſeul arbitre de leurs deſtinées; elle eſt parvenue

même à soumettre à son immense Empire les deux hémispheres, & aujourd'hui on peut dire qu'il ne se consomme pas une seule négociation importante dans les deux Mondes, ou qu'il ne s'éleve pas dans l'Europe une seule guerre entre des Nations rivales, dont le Commerce ne soit ou l'objet, ou le motif, ou le résultat.

De plus grandes lumieres, SIRE, ont même détruit, de nos jours, ces vains systêmes que quelques Ecrivains à paradoxes s'étoient efforcés d'accréditer, & par lesquels ils osoient prétendre, & sembloient presque ordonner qu'on sacrifiât le Commerce à l'agriculture. On a reconnu que si l'agriculture devoit être considérée comme la premiere source des véritables richesses, le Commerce qui a seul la puissance de donner à ces richesses une valeur qu'elles n'acquerreroient jamais sans son industrie, n'avoit pas moins de droits que l'agriculture à la reconnoissance publique, que l'une & l'autre devoient donc être également protégés par la Puissance souveraine; que d'ailleurs, dans une Nation de vingt-quatre millions d'hommes comme la vôtre, il étoit impossible que l'agriculture pût mettre seule tant de forces réunies en activité; que les ressources de l'industrie étoient nécessaires pour suppléer aux besoins ou à l'inquiétude d'une population aussi vaste; qu'il falloit créer pour la multitude malheureusement immense des pauvres, un moyen d'exister aux dépens des jouissances du petit nombre de riches, & que le Commerce pouvoit seul présenter ce moyen si desirable, & rétablir en quelque sorte le niveau entre les injustices affligeantes de la nature & les avantages réparateurs de la société. L'opinion publique s'est donc empressée de rejetter ces idées systématiques qui vouloient faire

porter ſur l'agriculture toute la faveur du Gouvernement, à l'excluſion flétriſſante du Commerce; elle a ſenti que la véritable ſageſſe conſiſtoit à tenir en quelque ſorte la balance entre ces deux branches également nourricieres des grands Empires; elle les a recommandées toutes les deux à la vigilance éclairée du Souverain avec le même intérêt, & cette révolution, ſi importante dans les principes, on la doit ſur-tout, SIRE, aux profonds écrits de ce même Miniſtre à qui VOTRE MAJESTÉ vient de confier de nouveau l'adminiſtration de ſes finances, & qui ſemble avoir voulu, pour ainſi dire, préparer, par l'influence de ſes vaſtes penſées, tout le bien qu'il a déjà fait & celui qu'il eſt appellé à faire encore à une Nation qui l'en a récompenſé d'avance, en le préſentant elle-même, par ſes acclamations univerſelles, à votre ſuffrage.

C'eſt donc, SIRE, au milieu de cet état de ſplendeur, où le Commerce s'eſt élevé, ſur-tout depuis votre regne, une ſorte de néceſſité indiquée par la raiſon, de lui fixer aujourd'hui une place particuliere dans cette mémorable Aſſemblée, où VOTRE MAJESTÉ va enfin recueillir elle-même l'hommage libre du dévouement idolâtre de tous les François.

Cependant nous ne craindrons pas de l'avouer avec franchiſe à VOTRE MAJESTÉ, c'eſt en quelque ſorte une innovation que nous ſollicitons ici de ſa puiſſance. Le Commerce du Royaume ne fut point, en effet, appellé à la derniere Aſſemblée d'Etats Généraux de 1614, comme il ne l'avoit pas été non plus aux précédentes. On ne lui donna point alors de Repréſentans, il ne fut point conſulté ſur les déterminations de cette Aſſemblée; mais, SIRE, la raiſon n'en eſt pas difficile à découvrir: c'eſt

qu'alors il n'exiſtoit pas encore de commerce en France, on n'en connoiſſoit pas ſeulement le nom; ce n'eſt gueres même que long-tems après, & dans les belles années de Louis XIV qu'on a commencé à en preſſentir l'influence; & c'eſt à Colbert, à ce Colbert ſi dignement loué par le Miniſtre qui remplit aujourd'hui ſa place avec tant d'éclat, qu'il faut en reporter toute la gloire. C'eſt Colbert qui le premier a deviné cette prépondérance politique que le Commerce devoit obtenir un jour dans toutes les Nations de l'Europe, & qui, en la devinant, l'a fait naître; c'eſt lui auſſi qui a jetté dans ce beau Royaume le fondement de tous les arts; c'eſt lui qui a ſçu faire, pour ainſi dire, de la mobilité Françoiſe, une ſource toujours renaiſſante de richeſſes; en un mot, c'eſt lui, & lui ſeul, qui a créé notre induſtrie nationale toute entiere.

A l'époque de 1614, SIRE, votre Capitale n'étoit pas elle-même plus avancée que le reſte des Provinces; l'induſtrie n'y avoit pas encore découvert le ſecret de ſes forces; les arts y étoient ignorés; le travail n'y avoit aucun prix, il n'y avoit pas même d'objet; le commerce y étoit à peine un ſimple négoce; mais enfin Colbert parut, & ſon génie, aidé encore des regards de Louis XIV, opéra en un inſtant des prodiges. Toutes les eſpeces de talens naquirent, pour ainſi dire, alors à-la-fois dans la Capitale, des Manufactures de tous les genres bientôt s'y éleverent; l'induſtrie s'empara de toutes les matieres & les féconda; tous les métaux, tous les tiſſus, toutes les productions, même étrangeres, acquirent entre ſes mains une valeur qui étonna l'imagination même. Le goût & l'invention ſe diſputerent enſemble d'efforts & de recherches. La richeſſe des formes devint ſeule un art, & un art en quelque

ſorte ſéparé des autres ; cet art ingénieux fit naître, à ſon tour, des appréciateurs qui contribuerent encore à l'accroître, & bientôt l'induſtrie françoiſe parvint à ſe créer ainſi un domaine d'opinion, dont l'opinion elle-même ne put plus alors fixer les limites.

Depuis Colbert, SIRE, cette induſtrie a étendu encore ſes conquêtes. Elle a ſçu s'aſſervir ſucceſſivement toutes les Nations de l'Europe. Les Peuples les plus reculés même ſe ſont vus forcés de devenir ſes tributaires, & il faut bien vous le dire, SIRE, tous ces ſuccès ont donné au commerce de votre Capitale un accroiſſement immenſe; c'eſt à ce commerce même que vous devez une branche conſidérable de vos revenus. Votre Capitale, vous le ſavez, SIRE, forme aujourd'hui preſque la vingtieme partie de votre Royaume; le produit de l'importation ſi étendue qui s'y fait des objets de premiere néceſſité; celui de l'exportation non moins étendue de tous les objets qui tiennent aux arts; celui même qui naît de la conſommation due à l'amoncellement d'un million d'hommes renfermés dans ſa vaſte enceinte, donnent enſemble, pour la perception des droits qui appartiennent à votre fiſc, un réſultat preſque incalculable; & cette perception ſi importante, SIRE, c'eſt au commerce ſeul que VOTRE MAJESTÉ en eſt redevable; c'eſt lui qui tranſporte, qui prépare, qui met en valeur, qui façonne, qui embellit; en un mot, c'eſt lui qui, à force de ſueurs & de découvertes, eſt parvenu à enfanter dans l'Univers un nouvel ordre de richeſſes, qui l'emporte preſque, ſi l'on peut s'exprimer ainſi, ſur celles dont la terre elle-même a révélé le ſecret aux hommes.

On ne peut donc pas, SIRE, quand nous réclamons,

dans ce moment, à vos pieds, l'honneur d'être admis dans cette Aſſemblée ſolemnelle, où VOTRE MAJESTÉ veut communiquer Elle-même avec ſon Peuple, ſans organe, pour ainſi dire, & ſans intervalle, nous oppoſer que nous n'avons pas été appellés à l'Aſſemblée de 1614. Nous l'avons déjà obſervé, SIRE, le commerce n'exiſtoit pas encore à cette époque. D'ailleurs l'agriculture elle-même ne fut pas non plus admiſe à cette Aſſemblée, elle n'y eut pas de Repréſentans; &, cependant, SIRE, VOTRE MAJESTÉ a daigné remarquer, dans ſon dernier Arrêt, que ce fut-là, de la part des Etats de 1614, une omiſſion grave; Elle a annoncé, dans cet Arrêt, l'intention de la réformer; Elle a déclaré d'avance ſon opinion, en faveur des *Habitans des campagnes*. Mais puiſque VOTRE MAJESTÉ veut que l'agriculture ſoit repréſentée dans cette Aſſemblée nouvelle qu'Elle accorde aux vœux de toute la France, Elle permettra donc que le commerce de ſon Royaume, & ſurtout celui de ſa Capitale, le ſoit auſſi. Vous ne ſéparerez pas, SIRE, dans votre prévoyante ſageſſe, ces deux grands reſſorts de votre vaſte Empire; vous n'attribuerez pas, à l'un, une influence que vous refuſeriez à l'autre; & ſi la claſſe précieuſe, qui nourrit vos Sujets, obtient de juſtes droits à votre faveur, la claſſe non moins utile peut-être, qui les arrache à l'indigence par le travail, en obtiendra, ſans doute, d'auſſi légitimes.

Nous irons plus loin, SIRE; ce Grand-Conſeil National dont VOTRE MAJESTÉ va s'environner, n'a pas ſeulement pour objet de remédier au déſordre accidentel de vos Finances; VOTRE MAJESTÉ ne s'y bornera pas à demander

à ſon Peuple, les ſecours qu'Elle a le droit d'attendre de ſon zele, & dont il eſt lui-même impatient de lui faire hommage; vous voudrez, SIRE, que la Nation aſſemblée ſonde, d'une main ferme, toutes les plaies de votre Etat; vous avez dit, vous-même, dans votre dernier Arrêt, *que vous attendiez, avec confiance, des Etats-Généraux de votre Royaume, la régénération du bonheur public & l'affermiſſement de la puiſſance de l'Empire François;* vous permettrez donc à la Nation de porter à la fois ſes regards ſur les vices qui corrompent la perception des tributs, ſur les erreurs qui ſont échappées à la légiſlation depuis pluſieurs ſiecles, & qui en ſollicitent ſi vivement la réforme, ſur la langueur qui afflige l'agriculture & en retarde les progrès dans pluſieurs Provinces; enfin, ſur les différens encouragemens que le commerce du Royaume, ou celui de la Capitale, peut lui-même recevoir & qui ajouteroient encore à ſon étendue. Mais, SIRE, qui pourra vous offrir, au milieu de votre Nation réunie, les lumieres que les beſoins ou les améliorations du commerce peuvent exiger, ſi ce ne ſont pas des Commerçans? Il exiſte, dans le commerce, différentes branches toutes importantes, & qui ſont ſuſceptibles de vues nouvelles, ou de modifications ſalutaires; il en exiſte d'autres, au contraire, qui préſentent de grands dangers à prévenir, ou des abus même à réprimer; ici, c'eſt une liberté abſolue qui peut quelquefois lui être néceſſaire; là, c'eſt une gêne momentanée qui peut lui être utile; toutes ces nuances, ſi eſſentielles à la proſpérité, & ſouvent même à la tranquillité publique, demandent à être ſaiſies avec ſagacité & maniées en quelque ſorte avec prudence; car le commerce, SIRE, n'eſt pas ſeulement aujourd'hui une ſource de richeſſes pour

un Empire ; il eſt encore devenu une ſcience & une ſcience même infiniment vaſte ; une ſcience qui a ſes principes, ſes regles, ſes réſultats. Mais cette ſcience, pour être utile, doit être abſolument dépouillée de tout ſyſtême. Les théories les plus ingénieuſes pourroient en rendre l'uſage ſouvent funeſte ; c'eſt dans les ſages & pénibles leçons de l'expérience qu'on eſt obligé de la concentrer. Auſſi n'eſt-ce pas parmi des hommes étrangers au commerce, SIRE, que nous vous ſupplierons de nous permettre de choiſir ceux qui ſeront deſtinés à nous repréſenter devant la Nation. Nous vous préſenterons, SIRE, des hommes qui auront vécu au milieu des travaux de tout genre que le commerce exige, qui auront connu par eux-mêmes toutes les reſſources de l'induſtrie ou tous ſes beſoins, qui auront même ajouté aux efforts de leur activité perſonnelle le réſultat non moins précieux des obſervations qu'Elle aura pu les mettre à portée de recueillir ou de comparer, en un mot de vrais Commerçans.

Nous oſons, SIRE, ſupplier VOTRE MAJESTÉ de remarquer que c'eſt au milieu du commerce de votre Capitale que s'eſt élevé le Miniſtre qui a l'honneur de poſſéder aujourd'hui toute ſa confiance & celle du Peuple François. Sans doute cet homme prodigieux avoit reçu de la Nature des dons bien ſupérieurs à ceux qu'elle accorde en général au commun des hommes. Sans doute qu'il eſt impoſſible de ne pas ſentir ou de meſurer l'immenſe intervalle qui l'a toujours ſéparé de la foule de ceux qui ſe ſont livrés aux mêmes travaux ou aux mêmes recherches que lui : mais enfin, SIRE, c'eſt du ſein du Commerce que ce puiſſant génie eſt ſorti, pour ainſi dire, *tout armé* pour l'adminiſtration de vos finances, & cet éclatant

exemple qui honorera à jamais votre Capitale, suffit peut-être pour prouver que c'est aussi dans le Commerce que VOTRE MAJESTÉ doit chercher les lumieres qui peuvent contribuer à l'améliorer, & dont le secours sera, nous ne craignons pas de le dire, nécessaire à la Nation même.

D'ailleurs, SIRE, peut-être VOTRE MAJESTÉ croira-t-elle devoir soumettre à l'examen des Représentans de votre Royaume cette importante & mémorable négociation qu'elle a contractée récemment avec une Nation voisine & rivale. L'influence politique de cette négociation si inattendue; les révolutions qu'elle a occasionnées dans le Commerce; les réclamations même qu'elle a excitées dans la plupart de vos Provinces, en ont fait, pour ainsi dire, une espece de problême que VOTRE MAJESTÉ desirera peut-être Elle-même de voir enfin résoudre; & si en effet, SIRE, tel étoit votre vœu, de qui pourriez-vous espérer des conseils plus sages, ou des discussions plus approfondies que de ces mêmes Commerçans dont les travaux ont précisément été l'objet de cette négociation, qui force aujourd'hui de douter entre ses inconvéniens ou ses avantages.

Nous sera-t-il aussi permis, SIRE, d'observer à VOTRE MAJESTÉ, que plus heureuse que la plus grande partie de ses prédécesseurs, Elle va jouir dans cette Assemblée solemnelle, dont la Nation conservera à jamais la mémoire, d'une satisfaction bien rare, & dont presque tous les autres Monarques de la France qui ont provoqué de semblables Assemblées, ont été privés.

Jusqu'ici en effet, SIRE, les Rois vos prédécesseurs n'ont

gueres réuni la Nation que dans les orages des minorités, ou dans les troubles séditieux des guerres civiles, & il étoit sans doute alors difficile qu'une telle communication, & effectuée dans des tems aussi désastreux, pût amener avec elle des résultats proportionnés aux espérances qu'on pouvoit en avoir conçues.

Mais vous, SIRE, c'est au milieu du calme profond dont votre Royaume vous est redevable ; c'est au moment où vous êtes en paix avec toutes les Puissances de l'Europe ; c'est à une époque où l'impulsion de tous les esprits semble se précipiter, pour ainsi dire, vers ces grands principes sur lesquels repose, comme sur des fondemens immuables, la prospérité des Empires, que VOTRE MAJESTÉ s'entoure de la plus sensible & de la plus reconnoissante des Nations, & s'abandonne, en quelque sorte, toute entiere à son zele. C'est donc aussi le moment, SIRE, de réunir autour de vous toutes les especes de lumieres, d'appeller toutes les opinions, de rassembler tous les secours, pour mettre la Nation à portée d'éclairer à la fois toutes les parties de l'administration intérieure de votre Etat, & consommer avec vous cette grande régénération du bonheur public que vous attendez de ses efforts, & qui ne sera pas, nous osons, SIRE, vous le promettre, au-dessous de vos espérances.

Et si dans *dans ces grands jours de l'amour des François*, comme VOTRE MAJESTÉ l'a dit si noblement Elle-même, nous aussi, nous étions assez heureux pour mériter d'être admis à déposer à vos pieds le foible tribut de connoissances que nous devons à nos travaux, ou que l'expérience nous a procurées, nous n'aurions plus alors, SIRE, qu'à mêler nos actions

de graces particulieres à toutes celles dont la France retentit déja pour tout le bien qu'elle doit à VOTRE MAJESTÉ, & pour celui que VOTRE MAJESTÉ lui prépare encore.

DE LA FRENAYE.
MOINERY.
DE BOURGES.
BOULLANGER.
RIGONOT.
RICHARD l'aîné.
CHERET.
FRANCOTAY.
TESTART.
HARDY.
FOSSAU.
MARCHAIS.